
Jeunes Européens à Dakar et Ouagadougou. De nouvelles aventures migratoires ?

Sylvie Bredeloup

- 1 Les mobilités professionnelles des Européens vers le continent africain ont d'abord été analysées au prisme de la colonisation (Cruise O' Brien, 1972 ; Tirefort, 1989, Metaxides, 2010 ; Coquery-Vidrovitch, 1992 ; Planel, 2015) et avant d'être étudiées à travers les figures plurielles des coopérants à Madagascar, au Maroc, au Sénégal (De Negroni, 1977 ; Guth, 1984 ; Grossetti, 1986), au regard de l'évolution des politiques publiques de coopération (Goerg et Raison, 2012 ; Meimon, 2014) et de l'essor du petit entrepreneuriat hérité de la période coloniale (Rubbers, 200 ; Armbruster, 2010). Ces travaux se sont autant focalisés sur les continuités que sur les ruptures qui caractérisaient la circulation de ces personnels expatriés. De nouveaux statuts administratifs ont été ensuite mis en place : détachement, expatriation, contrat local, reconfigurant les mobilités internationales (Verquin, 2001). À compter des années 2000, alors que les interrelations entre tourisme et migration se redessinaient (Dehoorne, 2002), le concept de *lifestyle migrations* (Benson et O'Reilly, 2009) s'est progressivement imposé pour qualifier les mobilités que suppose la recherche d'une qualité de vie meilleure par des populations relativement aisées et de tous âges. La destination touristique pouvant à terme se transformer en projet migratoire stabilisé. D'anciens touristes ayant exploré de nouveaux horizons à l'occasion de leurs vacances, et ayant la possibilité de circuler librement dans l'espace international, choisissent, à un moment de leur cycle de vie, de « consommer » le monde et d'aller s'installer loin de chez eux (William et Hall, 2000 ; Friedman et Randeria, 2004). C'est le cas notamment des Européens qui ouvrent des hôtels ou des maisons d'hôtes au Maroc, au Sénégal (Berriane et Janati, 2016 ; Louveau, 2016) ou des retraités français qui investissent le littoral sénégalais (Quashie, 2016b) ou, plus largement, des destinations ensoleillées. Mais plus récemment encore, des logiques plus complexes semblent présider à l'installation des Européens en Afrique qui ne se limitent pas seulement à la recherche de l'« authenticité » ni à l'héliotropisme, mais remettent en discussion les catégories

classiques d'expatriation ou de migrations d'agrément. Ces nouvelles générations de migrants qui ne bénéficient pas des protections (contrat et couverture sociale) attachées au statut d'expatrié, d'une part, négocient individuellement leur place dans le pays d'accueil, tablant sur le caractère plus ou moins informel de leurs affaires pour les développer (Bredeloup, 2016 ; Péraldi et Terrazoni, 2016a et 2016b ; Dos Santos, 2016 ; Åkesson, 2016). D'autre part, elles peuvent s'installer dans des pays dont le climat politique est loin d'être stable et sécurisé comme l'Algérie (Fabbiano, 2016 ; Sempere Souvannavong et Cabezon Fernandez, 2016).

- 2 Les jeunes générations qui se caractérisent par un plus haut niveau de qualification que leurs aînés occupent une place croissante au sein de la population européenne migrant à l'étranger. Prolongeant les mobilités étudiantes, des circulations se mettent en place à l'initiative de jeunes diplômés désireux de s'engager dans la vie active. Autant que la montée du chômage¹, les incitations multiples créées depuis deux décennies, dans le cadre de politiques publiques de la jeunesse, afin d'encourager la mobilité des jeunes en vue d'un regain de citoyenneté ou d'une meilleure insertion professionnelle (programmes Erasmus, de volontariat ; création de l'Aide à la Mobilité vers les Pays Étrangers), ont aussi favorisé les départs à l'étranger des plus jeunes (Leroux, 2015 ; Quashie, 2016a ; Ballatore, 2017 ; Ihaddadene, 2018). À mesure de l'essor du champ de l'humanitaire et de sa « professionnalisation » croissante, de nouvelles vocations professionnelles se sont affirmées, portées par des logiques pragmatiques (Siméant, 2001 ; Le Naëlou, 2004 ; Atlani-Duault et Dozon, 2011). De nouveaux statuts ont alors émergé, à mi-chemin entre le salariat et le bénévolat. Alors que les offres de formation aux métiers de l'humanitaire et du développement se sont aussi multipliées au sein des universités françaises, les jeunes, nouvellement formés, s'efforcent de trouver des débouchés dans les pays dits en développement pour débiter leur carrière en tant que volontaires internationaux.
- 3 Ces jeunes, qui n'hésitent pas à envisager des scénarios d'avenir dans lesquels l'Afrique subsaharienne tiendrait un rôle structurant, sont loin pour autant de constituer une communauté homogène et figée. Si les uns ont été recrutés à partir de l'Europe en tant que stagiaires ou volontaires par des organisations internationales ou non gouvernementales, par des services d'action culturelle et de coopération des ambassades, dans des centres de recherche français ou des entreprises privées, d'autres ont profité de l'expatriation, ou du départ moins préparé de leur conjoint ou d'un parent, pour développer de nouvelles activités professionnelles. D'autres encore, ayant découvert le continent africain une première fois en tant que touristes, y sont retournés sans filet, avec l'intention de s'y installer. Rares en revanche sont celles et ceux à être partis à l'aventure, sans contact préalable aucun. Si les circulations des premiers, bénéficiant d'un dispositif encadré et sécurisant, peuvent être assimilées à des expériences d'expatriation, les mouvements des seconds relèvent de migrations plus ordinaires, bien que leur nationalité européenne les dispense de visa ou, à défaut, les autorise à circuler en toute légalité sur le continent africain². Il s'agira d'éclairer leurs profils hétéroclites à partir d'un travail ethnographique mené, entre 2015 et 2018, dans deux capitales ouest-africaines, Dakar et Ouagadougou. Les côtes sénégalaises attirent nombre de touristes internationaux et Dakar, en bord de mer, accueille une grande partie des bureaux régionaux des organisations internationales. Jusqu'à encore récemment, le Burkina Faso, pays sahélien enclavé à faibles revenus, et sa capitale étaient considérés comme une terre d'accueil des ONG (Piveteau, 2004). « Espace

laboratoire du caritatif en Afrique de l'Ouest » (Enée, 2007), le Burkina Faso se distingue aussi par ses collectivités locales fortement impliquées dans la construction de projets et événements culturels³ (Andrieu, 2012).

- 4 Dans un premier temps, plusieurs pistes ont été poursuivies sans qu'une sélection soit opérée en fonction de la classe d'âge ou l'ancienneté d'installation. Puis j'ai décidé d'observer les mobilités, indépendamment du statut migratoire, mais au prisme de la seule jeunesse, considérant que ces départs en migration, intervenant en situation de forte incertitude, avant toute installation ou stabilisation professionnelle ou personnelle, correspondaient à une étape charnière dans la trajectoire sociale qui méritait d'être plus particulièrement éclairée. À se demander si la position subalterne à laquelle peut renvoyer le jeune âge est remise en question en situation d'expatriation ou de migration. Ils sont majoritairement célibataires au moment du départ, sans charge de famille et bénéficient d'une expérience professionnelle limitée ou inexistante. De surcroît, les contrats de VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ou encore de Volontaires Internationaux en Entreprise (VIE) ou dans l'administration (VIA) auxquels ils sont nombreux à candidater s'adressent exclusivement aux plus jeunes (18 à 28 ans). Trente entretiens biographiques (21 à Dakar et 9 à Ouagadougou) ont été réalisés entre 2016 et 2018, auprès de jeunes femmes et jeunes hommes⁴, âgés de 24 à 39 ans, majoritairement français⁵. Quelques récits de vie ont également été retranscrits, en complément, dans les villes touristiques de Ziguinchor et de Saly auprès de quatre jeunes Français et Françaises et d'une Espagnole. Ces entretiens ont été réalisés principalement sur les lieux de travail ou lieux plus neutres (restaurant, bar); quelques-uns à domicile. Nombre d'entre eux ont été prolongés par des échanges informels. Plusieurs réseaux ont été mobilisés : des associations (France Volontaire), des groupes Facebook, des activités culturelles, le travail. Vivant à Dakar pendant quatre ans (affectée par mon institut de recherche), j'ai pu mener des observations auprès de VIA avec lesquels j'ai travaillé, observations qui m'ont permis de mieux comprendre les relations entretenues entre eux et avec les populations hôtes et expatriées.
- 5 Cet article a pour objectif principal de comprendre ce que viennent rechercher les jeunes Européens sur le continent africain, longtemps perçu comme une zone économiquement et politiquement fragile, instable, précaire et associée à l'histoire coloniale. Quelles sont leurs aspirations et sur quelles subjectivités se fondent leur mobilité ? Ces mobilités doivent-elles être entendues seulement comme une réponse au chômage, comme un tremplin pour accéder à des postes de travail qualifiés ou plutôt comme la quête d'un nouveau mode de vie, comme une aventure permettant de s'accomplir ou de se réinventer sans que la prise de risque soit très élevée ? Quelles représentations ont-ils de la société qui les accueille et des secteurs économiques dans lesquels ils s'investissent et quels discours et stratégies mettent-ils en avant pour y négocier leur place ? Qu'ils aient été recrutés comme stagiaires, VSI, VIE, VIA, ou qu'ils soient aujourd'hui esthéticienne, mosaïste, infographiste, restaurateur, voyageur, entrepreneur ou institutrice, ces jeunes femmes et ces jeunes hommes installés à Dakar ou à Ouagadougou ne partagent pas les mêmes imaginaires, ni les mêmes stratégies professionnelles et projets de vie. En focalisant le regard sur les itinéraires de ces jeunes Européens installés en Afrique de l'Ouest et sur les circonstances qui ont présidé à leurs mises en mouvement, cet article pointera l'émergence de nouveaux régimes migratoires et questionnera le caractère inédit de ces mobilités contemporaines.

La construction ou la consolidation d'un capital cosmopolite

De l'importance des ressources familiales

- 6 Dans leur majorité, les jeunes interrogés ont suivi des études supérieures poussées (2^{ème} ou 3^{ème} cycles) dans un ou plusieurs pays d'Europe. Si ce niveau d'études élevé est à mettre tout d'abord en relation avec la hausse constante du niveau de formation dans les pays européens, il traduit aussi le fait que ce sont celles et ceux ayant déjà accumulé le plus de ressources culturelles qui accèdent aussi plus facilement à une mobilité spatiale internationale. Appuyés socialement ou financièrement par leurs parents, ils ont, pour nombre d'entre eux, engagé leur cursus d'enseignement dans des écoles françaises de renom (ENPC, HEC, Sciences Po) ou des universités prestigieuses (McGill University, Sorbonne). L'accès à ces institutions d'élites leur a permis de conforter leur légitimité académique, tout en leur inculquant une assurance sociale indéniable et leur transmettant des manières singulières d'être, de voir le monde et de se reconnaître entre eux (Saint-Martin, 1993).
- 7 À l'image de Judith⁶ ou de Cristina, toutes deux consultant contractuelles à Dakar au moment de l'enquête, la première à la Banque mondiale, la seconde à l'AICS (Agence italienne pour la Coopération et le Développement), ils sont aussi quelques-uns à évoluer depuis leur enfance dans des milieux internationaux – une situation facilitant notablement leur mobilité sociale. Judith, 28 ans, est franco-allemande ; son père qui est consultant pour la coopération allemande travaillait à Genève et sa mère est interprète. Judith a préparé un double baccalauréat en France, dans un lycée international. Ses amis viennent de partout et vont aussi partout pour leurs études. Elle a accompagné ses parents qui se sont expatriés une grande partie de leur vie active et elle dit « baigner depuis qu'elle est toute petite dans le monde international ». De la même manière, les parents de Christina, une franco-italienne de 31 ans qui a engagé un parcours binational en relations internationales et accumulé les diplômes, sont tous deux professeurs d'université.
- 8 Ce serait en définitive moins la mobilité à l'étranger que les ressources sociales et familiales dont disposent ces jeunes diplômés qui les prépareraient à poursuivre une carrière internationale et à s'insérer avec plus de facilités sur le marché du travail (Ballatore, 2017). La socialisation effectuée dans le cadre de la famille s'apparente à une forme particulière d'apprentissage de la culture internationale et elle peut encore se consolider à mesure des cycles migratoires imposés par la carrière des parents (Behar, 2006) – ce qui est patent dans les deux exemples précédents. Pour ces jeunes hautement qualifiés, les voyages ou stages de courte durée à l'étranger, en complément de leurs diplômes, correspondent en quelque sorte à une deuxième étape dans la construction de leurs carrières professionnelles. Le capital linguistique, social et culturel, accumulé en lien avec leur expérience familiale, doit leur permettre de négocier au mieux leur place dans un univers extrêmement concurrentiel et de se mouvoir plus facilement dans l'espace mondial. C'est ainsi que, durant leurs études, Judith, Cristina et d'autres ont exploré, sur des périodes souvent brèves, d'autres contrées, plus particulièrement en Afrique (Botswana, Togo, Burundi), loin de l'Europe, dans le cadre de stages de fin d'études ou de missions à objectifs humanitaires.

- 9 Dans une troisième étape, en vue de construire leurs carrières, scrutant les annonces sur des sites dédiés, ces étudiants partent à la recherche d'emplois contractuels. Ils n'ont pour autant aucune maîtrise des destinations où ils pourront être envoyés ni des thématiques sur lesquelles ils seront amenés à réfléchir. Mais une fois sur place, il leur devient beaucoup plus facile d'appréhender le mode de fonctionnement des organisations internationales. À Dakar notamment, les stagiaires et volontaires à leur arrivée partagent à trois, voire à cinq, des appartements ou maisons en location et, ayant été recrutés dans des structures différentes, entreprises comme organisations, ils sont en mesure d'échanger rapidement leurs informations, se tenant à l'affût des recrutements en cours. Les soirées comme les week-ends organisés entre jeunes volontaires débouchent sur une sociabilité intense, favorisant également la circulation des rumeurs. « Ici c'est une petite communauté et c'est nous qui avons un peu les clés pour les boulots, on se passe les informations, c'est un tout petit monde quoi. Je vois qu'en étant là, il y a des opportunités qu'il n'y avait pas au départ » (Ariane). Une VSI qui souhaitait prolonger son séjour à Dakar explique combien le système de recrutement est verrouillé : « Je n'ai pas arrêté, ne serait-ce que d'essayer de décrocher un entretien et pourtant je connais beaucoup de monde ici, aux Nations Unies, les gens sont déjà placés en fait. On a des sites où on peut se connecter et postuler et laisser nos CV. Je l'ai cru pendant longtemps sauf que j'ai su que ça se passe par derrière, les offres sont déjà promises à des gens. Tout est déjà positionné » (Marie, 27 ans).
- 10 Continuons à retracer les étapes par lesquelles Judith, Cristina et Ariane sont passées. Alors qu'elle terminait un deuxième master à Sciences Po Paris, Judith a réalisé un stage obligatoire à l'Agence Française de Développement (AFD), au Laos, qui s'est transformé en passeport d'entrée dans le système AFD et lui a ensuite permis d'obtenir un contrat de VIA à Dakar, toujours pour le compte de l'AFD, institution financière publique française, qui est présente dans 115 pays à travers un réseau de 85 agences. Quant à Cristina, rentrée en Italie après son séjour burundais, maîtrisant à la fois l'italien, le français et l'anglais, elle a été sélectionnée par le Bureau International du Travail pour intervenir dans le secteur de la protection sociale à la fois à Turin et Dakar (8 mois). « Même s'ils m'avaient envoyé au Vietnam, j'y serais allée ». À la suite de ce stage, elle a candidaté aux Nations Unies et obtenu une bourse *Junior Professional Officer* d'un an, qui lui a permis d'intégrer l'agence italienne pour la coopération dans laquelle elle travaillait encore trois ans plus tard, en contrat local, avec un statut de consultante et d'experte en société civile et coopération décentralisée. N'obtenant aucune réponse positive à ses multiples candidatures spontanées, Ariane, de son côté, qui ne disposait pas des mêmes atouts que Judith et Cristina, pour avoir préparé un master en relations internationales à l'université publique de Créteil, a sollicité une amie pour obtenir un accès direct au portail de Sciences Po et recevoir ainsi les offres réservées aux étudiants de cette école. Un pari réussi pour cette jeune fille qui a suivi un cursus universitaire moins prestigieux, dans une université publique de la banlieue parisienne, et qui n'a pas baigné dans un milieu familial international. La délégation de l'Union européenne à Dakar a retenu sa candidature et l'a engagée six mois en tant que stagiaire non rémunérée. Considérant que cette expérience équivalait à un troisième cycle, ses parents l'ont alors appuyée financièrement. Depuis l'entretien, Ariane a été recrutée, avec un salaire local, sur un contrat à durée indéterminée dans une importante institution américaine de Dakar – un poste qu'elle aurait eu très peu de chances d'obtenir à partir de la France.

- 11 Des distinctions notables existent parmi ces étudiants qualifiés selon les disciplines et les domaines dans lesquels ils se sont engagés. Ceux qui ont suivi des études d'ingénieur ou dans la finance n'ont pas besoin de développer des stratégies aussi élaborées pour obtenir, à partir de la France, un contrat de volontaire en entreprise puis un emploi stable dans une entreprise. C'est ainsi que, Pierre, 25 ans, diplômé de l'ESSEC option finance, et anciennement VIE à Dakar, a trouvé très rapidement un contrat à durée indéterminée dans le cabinet d'études international dans lequel il avait fait son volontariat, volontariat qu'il n'avait eu également aucune difficulté à obtenir. Son nouveau poste lui a permis de retourner à Dakar avec un statut d'expatrié, ce qui reste, semble-t-il, assez exceptionnel. D'après lui, si les trois quarts des VIE sont ensuite embauchés par le siège de l'entreprise dans laquelle ils ont effectué leur service volontaire, à supposer qu'ils veuillent poursuivre leur carrière en Afrique, ils n'ont pour seule possibilité que d'accepter un contrat local. Selon une étude mandatée par Business France auprès des 60 000 volontaires sélectionnés depuis 2001⁷, 68 % des jeunes se voient en effet proposer un contrat de travail dans l'entreprise dans laquelle ils ont travaillé à l'issue de leur mission de VIE. De manière générale, 92 % des ex-volontaires trouvent un emploi dans l'année qui suit la fin de leur volontariat. En outre, les salariés des ONG françaises travaillant en Afrique ont dû, dans leur grande majorité, accumuler plusieurs expériences de volontariat avant d'avoir été recrutés.

Être au bon endroit et au bon moment

- 12 A.-C. Wagner a montré comment la construction des carrières des nouvelles élites de la mondialisation supposait de procéder à des choix éclairés en matière d'affectations géographiques (Wagner, 1998). Ces jeunes gens qualifiés opèrent une cotation des lieux, estimant que, si certaines destinations favorisent l'élargissement de l'éventail des choix ultérieurs d'affectation, d'autres à l'inverse rétrécissent leur potentiel de mobilité. Pour ceux qui entendent faire rapidement carrière dans des organisations internationales et notamment au sein des agences onusiennes, Dakar reste un second choix. Mais la capitale sénégalaise arrive en meilleure position que Ouagadougou dans la cotation des espaces de travail, en raison du nombre important de bureaux régionaux des grandes organisations internationales qui y sont implantés. La métropole dakaroise est appréhendée comme un *hub*, comme la principale « plate-forme » de l'Afrique de l'Ouest, à partir de laquelle il est assuré aux plus combattifs d'évoluer rapidement. « Moi ce que j'ai entendu dire et qui se vérifie, c'est qu'une des portes d'entrée en Afrique, c'est Dakar pour les Français, ça se fait naturellement, c'est-à-dire que c'est là où il y a plus d'offres ; on commence à Dakar pour éventuellement bouger après » (Sabine, 25 ans). Rappelons qu'il n'est pas besoin de faire l'apprentissage du wolof ou du moré pour aller travailler respectivement au Sénégal ou au Burkina Faso. La langue française, vestige de la colonisation, fait partie des langues officielles et, si elle n'est pas toujours parlée dans la rue, elle l'est systématiquement dans les espaces de décision.
- 13 De la même manière, Célia n'envisageait pas de rejoindre une autre capitale ouest-africaine que Dakar pour y parfaire sa formation : « Si on me propose un boulot à Bangui, je n'y vais pas ; je ne suis pas dans l'humanitaire, mais dans l'économie du développement. Il y a des pays d'Afrique où je n'irai pas. Je ne veux pas faire mon aventurière [rires]. À Abidjan, ils n'ont pas tous les sièges des Nations Unies ; en général, les sièges des grosses ONG sont à Dakar de par la stabilité politique. Et puis on appelle Dakar, le Sénégal, le Club Med de l'Afrique quoi... C'est sympa à vivre, c'est top,

personne n'a envie d'en repartir » (Célia, 26 ans). Julien, un VIE de 28 ans travaillant dans une PME française tient un discours comparable. « Abidjan, c'est développé aussi très bien mais le climat, quand il y a eu trois coups de feu au port, plus de communications, plus rien. Je suis allé là-bas, deux semaines après, tout était arrêté. Alors que c'était juste trois gendarmes qui tiraient dans l'herbe, mais ils sont tous prostrés. Il y a une sorte de trauma ». La situation géographique de Dakar en bord de mer, son climat agréable et sûr, sont autant de critères qui conduisent les volontaires à apprécier particulièrement leur séjour comme le résume ci-dessous Julien. Mais c'est aussi paradoxalement le fait que leur mobilité reste éphémère qui accentue leur quête d'exotisme.

« Après, sur l'Afrique, ce qui est sûr, c'est que ce sera très dur d'aller ailleurs qu'au Sénégal parce que c'est un pays très très privilégié. À moitié de la trentaine, j'ai l'impression d'avoir une vie de cadre et de cadre privilégié., alors que j'ai 28 ans seulement ! Déjà au Sénégal, ils parlent français donc ça change tout, c'est génial parce qu'on peut vraiment communiquer avec les locaux dans tous les boulots, dans toutes les entreprises [...] Mais surtout, point de vue personnel, c'est que tous les services ici coûtent très peu cher, type femme de ménage..., ces services-là sont tellement accessibles que ça libère en fait les activités personnelles là où à Paris, ou dans d'autres grandes villes on serait bloqué une heure dans les transports en commun. On perd un temps fou à faire des choses alors qu'ici, on peut déléguer et c'est accessible. C'est l'accès à un cadre de vie. Il n'y a pas besoin de sortir de la ville, il y a tout sur place : c'est ça qui est incroyable. Il y a du sport à gogo, de l'escalade, il y a le kitesurf, kayak, tous les sports nautiques, la plongée et tout ça dans Dakar. Et puis il y a aussi le pays qui est tout petit. Donc partir à la Somone, dans le Saloum comme je vais le faire ce week-end, c'est quatre heures de voiture et puis en voiture de fonction, du coup, tout se magouille bien... c'est une vie qui est très agréable. Et on se rend compte que c'est le pays le plus ensoleillé du monde, j'habite au bord de la mer, je ne paie pratiquement rien comme loyer et... Après c'est sûr que pour les locaux c'est différent, c'est un peu bizarre de dire ça comme ça. Mais pour les VI, c'est une réelle chance. Si je compare avec un VI qui est à Londres ou à New York, leur indemnité leur permet à peine de vivre » (entretien avec Julien, 23 février 2017).

- 14 En revanche, la capitale burkinabè ne suscite pas le même engouement auprès des jeunes volontaires internationaux. Dans les représentations mentales du monde qu'opèrent ceux qui aspirent à travailler au sein d'entreprises privées ou d'organisations internationales, elle apparaît comme « une voie de garage » et une « mise au placard ». La lecture de l'espace est cependant différente chez ceux qui s'investissent dans les domaines de l'humanitaire ou de l'artistique. Ouagadougou se situe alors en bonne place dans la hiérarchie des villes pour les VSI et, plus largement, pour tous ceux qui entendent dénoncer les politiques néocolonialistes et contribuer à la valorisation de l'économie locale. La révolution sankhariste a laissé des traces et fait des émules parmi quelques jeunes Européens, partisans du panafricanisme. Au Burkina Faso, la construction démocratique, bien que longtemps présentée comme en devenir, participe d'un processus historique laborieux. Elle a été soumise à de nombreuses inflexions après plus d'une décennie de régimes militaires d'exception et près de trois autres décennies marquées par l'hégémonie du régime de Compaoré (1987-2014). Depuis 2016, des attaques terroristes fomentées par des groupes armés djihadistes se sont multipliées, rendant plus problématique la vie dans la capitale burkinabè. Après avoir enchaîné deux contrats de VSI au Togo puis au Burkina Faso où il a coordonné au niveau régional des opérations de communication, Olivier a décidé d'ouvrir sa propre agence, d'abord en France sous le statut d'entrepreneur, avant de la

monter à Ouagadougou, selon le droit burkinabè avec la volonté de ne pas imposer à ses partenaires locaux des fonctionnements importés d'Europe. « Je suis arrivé le 15 septembre 2015 et le 16, il y avait le coup d'état, le putsch... après il y a eu les attentats ; ça a été très dur pendant cette époque. J'ai vécu aussi la chute de Blaise là, 2015-2016, lourd, lourd. Mais je me suis accroché et j'en ai chié vraiment ; ça a été dur, comme toute personne qui monte sa boîte, qui plus est, dans un pays d'Afrique de l'Ouest. Je m'étais promis qu'au bout du deuxième attentat je ne resterais pas. On y est quoi ! Du coup, ça freine plein de choses. Tu te dis quel est l'intérêt de rester dans un endroit où c'est un peu chaud ». Rester, repartir ? Olivier me confiait ses incertitudes le 1^{er} mars 2018, la veille de nouvelles attaques terroristes perpétrées à Ouagadougou contre l'ambassade de France et l'état-major général des armées.

- 15 Une hiérarchie des métropoles africaines se construit chez les volontaires intégrant des critères qui ne sont pas seulement d'ordre professionnel ; la qualité de vie, la stabilité politique jouent aussi un rôle décisif dans leurs choix d'affectation. À Dakar, les VIA, les VIE et quelques VSI partagent les mêmes logements dans des quartiers de haut et moyen standing, fréquentent les mêmes lieux de loisir et développent des interactions limitées, essentiellement sur leur lieu de travail, avec les populations sénégalaises, en dépit d'une recherche de proximité parfois revendiquée. À Ouagadougou, les VIA et VIE vivent en revanche dans des mondes séparés, les premiers entretenant des relations plus poussées avec la société burkinabè et investissant plus facilement les quartiers d'habitation populaire, les seconds logeant ensemble au centre-ville.

Repartir à temps ou s'insérer

- 16 La construction de sa carrière migratoire suppose pour certains d'être en mesure de repartir rapidement ailleurs pour rebondir plus haut (Cerdin, 1999). « Deux ans comme VI sur le CV, ça va faire bien mais après, il y a le risque de ne plus jamais être employable en France si je reste trop ici à Dakar. C'est ce que la majorité des VIE disent. Passés 4, 5 ans en Afrique, on est catalogué "Afrique" et pour revenir bosser en France, c'est compliqué... Il y a une manière d'appréhender le travail, le temps qui est différent. Ici, on est beaucoup plus relax, on n'est pas forcément façonné de la façon dont les RH aimeraient en France. » (Arnaud, 28 ans). Faire ses premiers pas en Afrique de l'Ouest serait acceptable et même valorisé pour un VIE à condition que cette première expérience soit brève. Autrement dit, si on ne rentre pas au bon moment en Europe, la situation privilégiée dont on bénéficiait peut alors se transformer en handicap, en piège. Surtout pour ceux qui débute au sein de PME, l'expérience africaine serait moins bien valorisée que celle accumulée en Amérique du Nord au regard de présupposés essentialistes : « on pense qu'on peut prendre de mauvaises habitudes de travail ». Edith, citée plus haut, une VIA qui avait l'opportunité de rejoindre son supérieur hiérarchique à Washington à la Banque Mondiale et faire carrière, a préféré partir en vacances « se laver la tête », ne sachant plus quel avenir envisager avec son compagnon français, lui-même VIE à Dakar. Quant à Cristina qui bénéficie au moment de l'entretien d'une situation privilégiée, elle joue aussi à l'équilibriste. Son compagnon d'origine sénégalaise a démissionné de son poste en Italie pour venir la rejoindre à Dakar. Mais dans l'ONG italienne où il a été engagé, « il a été payé comme un Sénégalais en contrat local. Il a les mêmes diplômes que moi, il est plus âgé. Il s'est dit pourquoi je resterai pour être payé 300 euros par mois alors que tu es payée 10 fois plus ! ». On peut s'interroger sur l'impact de ces inégalités de salaire sur leur projet de vie commun. Les

privilèges gagnés un jour évoluent au fil du temps et peuvent être ébranlés dès lors qu'on essaie de sortir du cadre imposé et de reconsidérer sa vie professionnelle à l'aune de l'évolution de sa vie privée. La rencontre amoureuse peut amener à reconsidérer ses priorités ainsi que la durée de son installation à l'étranger. Le prolongement de séjours ou l'enchaînement de contrats temporaires peuvent aussi finir par constituer des carrières, à l'instar de celles des coopérants ayant débuté, il y a quelques décennies, leur vie active par le service national en coopération (VSNA) et la poursuivant à l'étranger jusqu'à l'âge de la retraite (Grossetti, 1986). Nombre de jeunes gens partis en qualité de volontaires ont décidé de prolonger leur séjour, surtout à Ouagadougou, à la suite notamment de rencontres amoureuses. « Les trois Françaises que je connais qui sont venues ici en tant que volontaires à l'Institut français sur des postes de graphiste et de chargée de comm, elles sont toutes restées, tombées amoureuses du pays ou amoureuses tout court. Et celle qui est en ce moment en poste, je ne sais pas si elle ne va pas tenter de rester ... L'ingé son, il est aussi resté. Il est en train de monter sa boîte » (Véronique, 31 ans). De la même manière, Anouk, qui avait décidé de sa propre rémunération (300 euros par mois) dans le cadre d'un VSI contractuel avec le Service de Coopération au Développement pour avoir les moyens d'ouvrir un centre d'accueil et d'hébergement à l'attention des enfants des rues, n'est plus disposée à accepter ces conditions de vie précaire depuis qu'elle a fondé une famille avec un jeune Sénégalais. « Maintenant ça me fait halluciner. Mais à l'époque, je trouvais ça parfait ; ça répondait à mes besoins. Je voulais vivre à la sénégalaise. Mais à partir du moment où j'ai passé le cap où, finalement, je vais rester ici, du coup, j'ai besoin d'amener de la France ici et de vivre un peu à l'européenne. Au début, on a envie d'être à 100 % avec des Sénégalais, y a de phases où tu as envie d'être 100 % expat' et puis après des phases où tu mixtes et là c'est là que tu équilibres » (Anouk, 31 ans).

- 17 Ces trajectoires renseignent sur les bifurcations auxquelles peuvent procéder ces jeunes gens. Pour les uns, prêts à repartir et qui ne remettent pas en question leur vision néolibérale de la réussite et de l'accomplissement individuel, le volontariat est vécu comme une parenthèse agréable grâce aux avantages symboliques et matériels que ce statut privilégié leur a permis d'accumuler. Pour d'autres, il est à l'origine de plus profondes remises en question. Souhaitant prolonger leur séjour africain, ceux-là s'efforcent de s'insérer dans le tissu local, voire d'y promouvoir une nouvelle économie sociale, adoptant pour le coup des statuts migratoires plus précaires. Par leurs discours et leurs pratiques, ces jeunes gens partagent des points communs avec ceux qui sont partis sans contrat au Sénégal ou au Burkina Faso, cherchant une porte de sortie pour fuir un quotidien devenu trop ennuyeux ou contraignant.

À la recherche de sens

- 18 Si les jeunes personnes rencontrées se sont familiarisées plus tôt que leurs aînés aux séjours à l'étranger comme à la pratique des langues étrangères, toutes n'ont pas prétention à s'engager dans une carrière internationale à l'exemple des volontaires. Pour nombre d'entre elles, si elles ont déjà arpenté une multitude de pays hors Europe, c'était le plus souvent en tant que touristes, activistes ou enfants d'expatriés. L'une a entrepris le tour du monde des pays en développement ; un autre, le tour de l'Afrique subsaharienne ; une troisième le tour du Burkina Faso à vélo. Pour un tiers d'entre eux, l'histoire familiale qui les liait à l'Afrique les a construits ou rattrapés. Des « modèles

familiaux d'expatriation » se dessinent (Verquin, 2001, p. 37). C'est ainsi que Magda, une jeune Belge de culture flamande, gestionnaire d'un lieu d'animation culturelle durant cinq ans à Ouagadougou et née en Afrique du Sud au temps de l'apartheid, a refait, à l'âge adulte, le chemin de Bruxelles jusqu'à Durban, que ses parents avaient entrepris vingt ans plus tôt. Son père avait interrompu ses études de droit après la révolte des étudiants en Belgique en 1969, dans la perspective de rejoindre l'Afrique du Sud pour combattre l'apartheid. Une fois son voyage initiatique réalisé, Magda a suivi, en Belgique, une double formation en langues étrangères et en anthropologie, qui l'a confortée dans sa volonté de repartir en Afrique pour y valoriser les produits locaux. « Moi finalement, j'ai réalisé le rêve de mon père de créer quelque chose. Ce qu'il n'a pas pu faire en Afrique du Sud, je suis en train de le faire à Ouagadougou... mon restaurant, ma vision du développement, c'est de créer des emplois et valoriser vraiment les produits burkinabè » (Magda, 33 ans). D'autres encore se sont engagés sur les traces d'un tiers, exauçant le rêve paternel ou venant, en éclaireur, découvrir le pays d'un ami africain resté en Europe. D'autres enfin, à l'inverse, se sont appuyés sur le parcours de leurs parents ou grands-parents pour faire à leur tour le « saut » vers l'Afrique.

La migration comme aventure

- 19 Ces départs en migration vers l'Afrique prennent une dimension existentielle et aventurière. Nombre des jeunes gens rencontrés entendent s'extirper de l'ennui que procure le quotidien et d'une société devenue grise voire désespérante où ils ne trouvent plus de raisons suffisantes pour y vivre avec intensité. « J'avais 34 ans, je n'avais pas d'enfant, pas de mari, je me cherchais un peu, voilà je me suis dit pourquoi pas essayer de vivre autre chose quoi. J'ai vendu ma boutique et je suis venue au Sénégal » (Coralie). Ce changement d'orientation induit une autre manière de considérer le temps. La décision de partir est alors prise le plus souvent dans l'urgence : « C'était un saut dans l'inconnu. J'ai tout laissé en Belgique pour rejoindre le Burkina. J'ai vendu mes meubles, ma voiture et je suis partie avec deux valises et un vélo avec lequel je me déplaçais toujours » (Magda). Ces départs sont opérés souvent aussi à la suite d'une rupture dans le cycle professionnel (burnout, licenciement) ou personnel (déception amoureuse). Gwen (35 ans) qui travaillait dans le secteur de la décoration dans l'ouest de la France, après avoir accompagné ses parents en vacances au Sénégal, a également décidé sur un « coup de tête » de venir s'y installer pour changer de vie. « En France, il y a trop d'heures, trop de stress, trop de travail, la semaine à la Baule, le week-end à Paris, toujours sur la route... j'ai pris une location dans une résidence à Saly. Le soir même j'étais dans ma maison. Six mois après, j'avais un magasin de prêt-à-porter ». Une des particularités de ces trajectoires tient à leur absence de continuités professionnelles ; ils sont nombreux en effet à explorer de nouveaux secteurs d'activité dans lesquels ils n'avaient aucune compétence particulière. Il leur importe avant tout d'être libre d'entreprendre. L'aventure migratoire est ici entendue à la fois comme une expérience au caractère incertain et individuel et comme une « passion de l'instant », une « passion des détours » (Le Breton, 1996 ; Bredeloup, 2014) ; c'est à la fois le temps de l'impatience et de l'accélération. Ne pas se laisser le temps de trop réfléchir pour oser quitter un confort matériel et changer de cap. C'est aussi la démarche adoptée par Maria, cette jeune Espagnole qui a subi de plein fouet la crise économique dans son pays. Plus qu'un rejet de l'Europe, elle s'est fait licencier de la compagnie ferroviaire où

elle s'occupait du service achats. « Comme j'étais la dernière personne à avoir été recrutée dans la compagnie, j'ai aussi été la première à en sortir. Je me retrouvais là-bas avec déjà un certain âge... Mais je peux dire que j'ai eu la chance. Ils m'ont viré au début de la crise et j'ai pris des bonnes indemnités. Après les gens, ils sont partis presque sans rien. Je me suis dit, c'est ma chance pour faire ce que je veux vraiment faire. Donc voilà, avec ça, je vais essayer de venir en Afrique. Je savais pas encore quel pays ; venir et essayer dans un cadre, une école ou une ONG, même si je n'étais pas payée beaucoup, mais dans un endroit où je peux me sentir un peu occupée, pas venir en vacances, m'asseoir comme ça » (Maria, 37 ans). Maria avait déjà sillonné le continent africain en touriste. Très vite, après avoir pris contact par téléphone avec des ONG espagnoles s'occupant de l'alphabétisation, elle a reçu une proposition. Elle était attendue le mois suivant en Casamance pour remplacer une volontaire. Une première expérience qu'elle n'a pas souhaité renouveler. Elle est restée cependant à Ziguinchor, renouant avec son premier métier de coiffeuse. De la même manière, la vie professionnelle de Jean-Marc, jeune infographiste ayant enchaîné quelques stages peu gratifiants en France, prend une nouvelle tournure à la suite d'un mail envoyé au Sénégal où son grand-père s'était installé à l'âge de la retraite. « Un soir, je ne sais pas ce qui m'a pris, je me suis souvenu qu'en passant devant Ngaparou en voiture, j'avais repéré une boutique d'infographie. J'ai retrouvé l'adresse mail, j'ai envoyé un CV et une lettre de motivation sans arrière-pensée et le lendemain, on m'a téléphoné, j'ai eu le patron qui m'a dit prenez l'avion, on vous attend. Je ne connaissais pas l'entreprise, je ne connaissais pas mon salaire. J'ai pris un billet d'avion aller-retour pour 3 semaines, en me disant qu'au pire ce serait déjà une petite expérience. Une fois les trois semaines passées, le patron a prolongé deux ou trois fois mon séjour à ses frais » (Jean-Marc, 27 ans). Cinq ans plus tard, Jean-Marc travaille pour une autre société d'infographie sur la Petite côte au Sénégal. Ils ne sont que deux sur douze de sa promotion à avoir percé dans la profession. Quitter l'Europe a permis aux uns de trouver sur le continent africain un travail salarié auquel ils n'auraient pu accéder si rapidement dans leur pays, et à d'autres de créer des entreprises ou des ONG – une opportunité qu'ils n'auraient pas non plus envisagée, en raison des contraintes administratives et de la forte concurrence.

Rejet de l'Europe ou rejetés par l'Europe ?

- 20 Le rejet de l'Europe et de ses contraintes fait aussi partie des raisons invoquées. Certains n'ont pas trouvé leur place sur le continent, en dépit de leurs compétences plurielles, alors que d'autres ont perdu le sens de ce qu'ils y faisaient. Charles, 35 ans, diplômé de deux grandes écoles françaises et installé depuis trois ans à Dakar, compare le départ à l'étranger de ces promotionnaires, nouvellement diplômés, à « une fuite en avant » : « En fait tout le monde est parti, c'est le sauve-qui-peut. Par exemple, à HEC, la moitié de ma promotion est partie à l'étranger, 40 % à Londres. Pareil en école d'ingénieur, c'est le sauve-qui-peut à part ceux qui ont intégré la fonction publique. En fait, les gens fuient... Dès le début, il y a très vite inscrite cette idée que le futur, ce n'est pas la France ». Louise, vivant depuis 2004 au Sénégal où, avec son compagnon, elle a créé une association sur des questions d'éducation à la santé via les nouvelles technologies de l'information, après avoir travaillé cinq ans à Los Angeles dans un important cabinet d'avocats comme traductrice et poursuivi des études littéraires doctorales à Paris, en arrive à des conclusions comparables : « On voit que nos amis sont pressés comme des citrons dans leur boulot, ils ont de bons boulots mais ils

galèrent et même s'ils ne galèrent pas, ils sont tristes. Ce n'est pas l'épanouissement, ils ont le stress, les loyers sont super chers et ils ont à rembourser des crédits, ils ont des horaires de merde. Ils sont dans des boîtes qui ont été rachetées par des fonds [de pension] qui ne comprennent pas leur travail mais qui ont des objectifs de management » (Louise, 27 ans).

- 21 Les objectifs de rentabilité recherchés par les entreprises européennes et les quelques expériences douloureuses auxquelles ont été confrontés ces jeunes gens, les conduisent à s'interroger sur le sens qu'ils souhaitent donner à leur vie et à envisager un changement d'orientation. Charles raconte la manière dont, à l'instar de ses collègues nouvellement promus, il a été transformé malgré lui en fossoyeur d'entreprise : « Moi, la génération à laquelle j'appartiens, tous mes camarades qui ont travaillé en France, ils ont fermé des tas d'usines... Quand ils ouvraient des usines c'était à l'étranger, pas en France... c'est-à-dire que tous les beaux projets, de mon point de vue, étaient à l'étranger ». Anouk qui, en parallèle de son travail d'assistance sociale à Poitiers, militait et travaillait bénévolement dans des associations de défense des sans-abris n'a pas supporté l'inaction des préfets et des politiciens, ni l'impuissance à laquelle elle a été progressivement réduite en France. Elle a préféré revenir au Sénégal où elle avait fait un stage pour monter avec des travailleurs sociaux dont elle avait pu expérimenter le niveau d'engagement une structure associative visant la réinsertion des enfants de la rue. Ceux qui ont choisi de travailler dans l'aide humanitaire ne sont pas les seuls à revendiquer la volonté d'être utiles socialement. Ils partagent les mêmes imaginaires culturalistes sur l'Afrique : un continent supposé encore à l'abri des ravages de la modernité capitaliste et où il est possible d'innover sur la base de besoins réels. La réalisation d'actions concrètes et modestes, dont on maîtrise les impacts, utiles pour une satisfaction immédiate et le bien-être des populations, ne serait aujourd'hui possible qu'en dehors de l'Occident, lequel serait irrémédiablement assujéti à la société de consommation et de compétition.
- 22 La société capitaliste et ses excès sont ainsi devenus insupportables à quelques-uns de ces jeunes diplômés, marqués plus particulièrement par la crise financière de 2008 et ses effets délétères : « Quand j'étais à Londres, on savait tous que la crise financière allait arriver, moi je connais des gens qui faisaient des produits toxiques, ils savaient qu'ils faisaient du n'importe quoi, mais ils le faisaient, moi je leur disais d'arrêter [...] Ils savaient tous qu'il y aurait une crise, on est de cette génération où on invente n'importe quoi, ou on fait n'importe quoi, parce qu'il faut inventer quelque chose » (Myriam, 33 ans). Cette lecture des événements internationaux les conduit à chercher refuge sur un continent qu'ils présupposent mieux préservé de ces aléas, parce que resté à l'abri du surdéveloppement. Ces préjugés positifs cachent une lecture aussi problématique : au prétexte qu'ils seraient en voie de développement, les pays africains seraient davantage épargnés des processus de création de besoins superficiels. En cela, ces jeunes gens se rapprochent de la position des Afrofuturistes, défendant la nécessité de sortir des modèles imposés pour inventer de nouveaux futurs dans lesquels il y aurait la possibilité de tirer parti différemment de la technologie pour faire émerger des nouvelles manières d'être et de faire. L'Afrique (re)deviendrait un terrain d'expérimentation pour tester aussi les opportunités pratiques du low tech (Haudeville et Le Bas, 2016 ; Choplin et Lozivit, 2020) et pour contribuer au développement de fablabs⁸.

Tout est encore à faire !

- 23 Des jeunes enquêtés envisagent les capitales ouest-africaines comme des terrains stimulants qu'ils présentent comme quasiment vierges, parce qu'offrant de larges opportunités de travail et de réalisation de soi. Non seulement de nombreux créneaux restent à explorer, mais les milieux professionnels sont présumés moins sclérosants. Certains interlocuteurs mettent en exergue « l'énergie positive » impulsée par les « populations locales » : « il y a des choses qui me plaisent ici [Dakar]. Les gens sont plus dans l'affectif, pas mal dans l'humain, quand on gère une entreprise ici, ce sont des *drivers* importants qu'on peut utiliser [...]. C'est aussi beaucoup plus facile, en termes de gestion, de générer de l'enthousiasme, quand les gens se transcendent » (Alex, 30 ans). Ils insistent également sur les facilités d'entreprendre, mettant en avant, d'une part, l'existence de dispositifs administratifs beaucoup plus souples qu'en France, et d'autre part, une demande qui n'aurait pas encore été pleinement assouvie : « À Dakar, il y a énormément de choses à faire, c'est très excitant. Dès qu'on se balade dans la rue, on voit des besoins à remplir ». (Charles). Ces manières de penser renseignent en creux sur les préjugés attribués à l'Afrique et ses habitants, en terme de qualité positive. Le niveau technique y est considéré comme « moins développé », les employés y seraient à la fois plus « enthousiastes », mais moins bien formés, et les relations au sein de l'entreprise jugées plus « humaines » ; ce qui permettrait d'envisager de nouvelles manières de travailler et d'innover pour mieux adapter les techniques existantes à l'environnement local. Fort de son expérience passée au sein d'un « fablab » à Dakar et partisan du mouvement du making, Charles a repris certains de ces principes, au sein de l'entreprise qu'il vient de créer : faire soi-même, mettre à disposition de ses employés des outils et des machines et mettre en commun les connaissances des uns et des autres pour concevoir, avec de faibles coûts d'investissements, des solutions mieux adaptées aux problèmes rencontrés.
- 24 Dans le domaine culturel également, les jeunes Européens insistent sur l'ouverture des possibles que leur permet cette mobilité internationale (Després et Amico, 2016), à l'image de Véronique, cette graphiste installée depuis sept ans à Ouagadougou après un poste de VIA, puis un passage en Haïti à l'Institut culturel français. « C'est un peu encore un endroit où tout est possible. Et puis je suis très manuelle, artistique, artisanale et, ici, il y a beaucoup beaucoup de choses à faire ». Les scènes artistiques se sont aussi ouvertes ces dernières décennies à la création africaine. Gaël, également diplômé en graphisme, met en avant des arguments comparables – ouvertures relationnelles, climat stimulant et propice à l'innovation, responsabilités importantes au regard de son niveau d'expérience – justifiant sa décision de rester à Dakar : « Le Sénégal, c'est un *hub*, on y rencontre plein de gens, moi qui suis très créatif et avec plein d'envies de participer à des projets et à des aventures, ça m'a tout de suite mis le pied dans ce que j'aime faire et donc, à la suite de ce poste-là [VIA à l'Institut culturel français de Dakar], en fait j'ai décidé de rester au Sénégal. J'ai traversé plusieurs schémas professionnels : indépendant, travaux en agence » (Gaël, 39 ans).
- 25 Ceux-là ont quasiment tous fait leurs premiers pas en tant que volontaires à l'Institut Français de Dakar ou de Ouagadougou, instrument privilégié de la coopération culturelle française en Afrique. À la suite de cette première expérience, ils ont pris de la distance vis-à-vis de la manière dont cette institution envisageait de soutenir la création artistique locale. Se revendiquant pour certains d'entre eux « activistes

culturels », ils entendent, par des opérations menées à l'échelle de leur environnement proche, contribuer à l'élaboration de nouveaux modèles économiques fondés sur la promotion des arts africains contemporains et le décloisonnement des disciplines artistiques. Ils s'efforcent de « faire descendre l'art dans la rue » (Mina, 34 ans). Ils sont aussi à l'initiative de la création de collectifs regroupant artistes, concepteurs et promoteurs ayant pour ambition de « fonctionner comme un incubateur », « d'accompagner les nouvelles scènes, en créant de nouvelles vitrines pour les arts et la culture au Sénégal en essayant d'influer sur un renouveau générationnel pour permettre aux jeunes de se produire dans un pays où il n'y avait pas de vraies politiques de renouvellement générationnel dans le monde de la culture » (Mina). D'autres ou les mêmes, à Ouagadougou comme à Dakar, souhaitent participer à la mise en place d'un marché de l'art, à travers la vente de produits issus de l'artisanat local. « L'idée ça serait vraiment de prouver qu'avec la culture, on peut faire une petite économie équitable et en plus fortement impliquée dans la vie du quartier avec des produits locaux, sans être complètement cheap » (Virginie, 29 ans). Travaillant le plus souvent en *free-lance*, ils ont aussi pour point commun d'évoluer dans une certaine précarité matérielle. À l'inverse des jeunes volontaires, ils sont souvent en couple avec des Africains ou Africaines, maîtrisent les langues nationales et résident dans des quartiers plus populaires. Bien qu'ayant la volonté de s'éloigner des modèles artistiques monopolistiques actuellement diffusés, ils ne disposent pas toujours des ressources suffisantes pour résister et sont amenés, avec le temps, à jouer les médiateurs culturels, manageant des jeunes artistes africains, créant des agences de communication ou, plus radicalement, faisant la promotion d'un nouvel écosystème dans lequel ils joueraient le rôle de « catalyseur de logiques entrepreneuriales dans le champ de la culture ». « On est vraiment des activistes, des militants, on n'a jamais cherché à gagner de l'argent. Maintenant le problème réellement c'est qu'on ne peut pas être honnête avec notre démarche si à un moment on n'exclut pas l'idée que le culturel doit fonctionner sur un mode entrepreneurial plus que sur des logiques associatives... comme il n'y a pas de soutien du ministère, tout est dépendant de subventions, des sponsors de ceci de cela pour avancer, alors que pourtant la demande n'a jamais été aussi forte à l'international de consommer des produits de créateurs *made in Africa* qui sortent des sentiers battus » (Gaël). À l'exemple de Gaël, nombre d'acteurs culturels se retrouvent à gérer une pluralité de contradictions ; la pénurie de bailleurs de fonds locaux les incitant à endosser le rôle d'intermédiaire culturel alors qu'ils avaient initialement l'intention de s'effacer pour éviter de renouer avec des rapports de domination postcoloniale (Després et Amico, 2016).

- 26 D'autres encore estiment avoir accumulé des savoirs aisément négociables sur place, dont ne disposeraient pas nécessairement les populations nationales. Une manière de renouer avec des comportements coloniaux en infériorisant les compétences locales, tout en continuant de diffuser l'idée de leur prétendue supériorité. Ces jeunes sont prêts à jouer des préjugés positifs, que les catégorisations nationales ou raciales peuvent suggérer dans des contextes professionnels particuliers, pour se faire une place. C'est ainsi que, sans expérience préalable, mais parce qu'il est Français, grâce à un ami français fortuné qui souhaite se faire seconder dans ses projets, et est supposé mieux connaître les attentes de ses compatriotes en vacances que des Sénégalais, Victor, qui a passé seulement quelques étés à Dakar et qui vient d'obtenir un bac technique, s'est retrouvé parachuté à 19 ans, à la tête d'une petite agence de voyage. De la même manière, Morgane, alors en classe de Terminale, a accompagné au Sénégal ses

parents commerçants qui désiraient quitter la France. Elle n'est pas repartie, mais a négocié un poste d'institutrice dans une école française, en contrat local, sans formation pédagogique complémentaire et avec seulement un baccalauréat en poche. Le fait de s'installer dans un pays anciennement colonisé par la France et de travailler dans un univers francophone peut ainsi ouvrir des débouchés professionnels, et donner la priorité sur des nationaux ayant accumulé autant ou davantage de diplôme et d'expériences.

- 27 « Tout reste à faire », cette expression est revenue dans la bouche d'une majorité de jeunes entrepreneurs français, déclinée de multiples manières. « Tout est à faire. Ici [Dakar], tout manque, c'est quelque chose de vraiment incroyable ! il y a beaucoup d'idées ». « En plus, au niveau numérique ici [Ouagadougou], il n'y avait quasiment rien, tout reste à faire ». Derrière ce leitmotiv apparaît en filigrane l'idée selon laquelle l'univers dans lequel ils s'installent serait non seulement moins contraignant au plan juridique, mais aussi moins compartimenté au plan économique, et laisserait davantage de place à l'innovation et à l'épanouissement personnel. Devenue chef de publicité à Ouagadougou, Véronique explique : « On me fait faire plein de choses. Faut être touché-à-tout. Tandis qu'en France, on est attiré à une case et puis on n'en sort que très peu ; on est surspécialisé ». L'Afrique – nouvellement mythifiée – redeviendrait un terrain d'aventures et de découvertes et donnerait sa chance aux Européens, qui se considèrent comme bien positionnés pour tirer leur épingle du jeu dans un milieu jugé moins concurrentiel. Très rarement dans leurs discours est évoqué le fait qu'ils peuvent, par leurs comportements, empêcher les nationaux de trouver du travail et notamment ceux qui ont été formés à l'étranger, dans des écoles aussi prestigieuses que celles dans lesquelles ils ont été eux-mêmes initiés, notamment dans les secteurs de la publicité ou du design. Pourtant, les élites africaines, rebaptisées « repats », reviennent sur le continent après avoir complété leur formation en Occident, avec la ferme intention d'entreprendre dans ces secteurs de l'économie encore peu couverts ou déjà investis par les « expats » (Balizet, 2021).
- 28 De « tout est à faire », certains en viennent à dire : « on m'a laissé faire ». Ils développent l'idée selon laquelle, en Europe où la compétition est présumée plus rude qu'en Afrique, il leur aurait fallu beaucoup plus de temps et de métier pour avoir une chance d'accéder aux mêmes responsabilités. En revanche, ils ne s'interrogent pas sur les raisons qui ont poussé leurs employeurs à les laisser faire. C'est ainsi que Véronique, la graphiste, renchérit : « C'était sympa de mettre plein de choses en place, avec tout plein de latitude. J'ai eu un poste que j'aurai eu, seulement dans 10 ou 15 ans en France ; ça, c'était chouette avec des responsabilités ». Ils passent sous silence les négociations auxquelles ils ont dû se livrer pour obtenir ces postes. Est-ce à dire que leurs collègues africains leur ont laissé toute la place, parce qu'eux-mêmes avaient intériorisé le fait que leurs compétences ne seraient pas appréciées à leur juste valeur ? Les privilèges ne sont pas donnés mais se construisent. Un jeune français travaillant en tant que comptable dans une PME explique qu'à peine embauché à Dakar, son travail avait consisté à vérifier directement, pour le compte de son patron installé lui-même au Maroc, le mode de gestion que le gérant franco-sénégalais avait mis en place. À la suite de son rapport qui mettait en évidence des défauts de gestion, le gérant a posé sa démission, considérant que ce nouvel arrivant avait été recruté pour lui prendre sa place. Mon interlocuteur a effectivement pris sa place. On peut s'interroger sur le niveau de responsabilités qui lui avait été accordé en dépit de sa jeunesse et surtout de sa connaissance limitée de la société sénégalaise. On peut aussi s'interroger sur ce que

l'identité raciale est susceptible de générer comme distinctions positives dans l'univers professionnel.

Conclusion

- 29 Les parcours des jeunes Européens rencontrés à Dakar ou Ouagadougou s'éloignent de l'image du jeune Occidental quittant soudainement son pays pour aider les populations pauvres des pays en développement. D'une part, ils sont de plus en plus diplômés, cumulant des expériences professionnelles, en lien avec la hausse du niveau de formation dans les sociétés européennes et de fait, de moins en moins jeunes. D'autre part, leurs motivations sont souvent éloignées des vertus formatrices destinées à développer solidarité et citoyenneté élargies, que continuent de mettre en exergue notamment les structures de volontariat, bien que pouvant aussi les conduire à proposer ou expérimenter de nouveaux modèles économiques. Leur mobilité est devenue synonyme de ressource. Théâtres de leurs nouvelles aventures, en partie sécurisées, Dakar et Ouagadougou constituent des étapes déterminantes dans leur formation professionnelle.
- 30 Ces dynamiques postcoloniales ne peuvent pas être assimilées pour autant à de nouvelles itinérances. Les jeunes générations investissent le continent africain, dans la continuité des circulations qui ne se sont jamais interrompues entre l'Europe et l'Afrique (Fechter et Walsh, 2010). Pour se faire une place, même temporaire, dans cet univers professionnel compétitif, ils peuvent recourir aussi bien à des imaginaires coloniaux qu'à un argumentaire postcolonial. L'Afrique représente encore ce détour nécessaire pour accéder à des offres d'emplois qui semblent difficiles à obtenir à partir de l'Europe. Pour les uns, le séjour doit être bref et se transformer en atout dans un curriculum-vitae. Pour d'autres, il peut s'étirer sur plusieurs années, à condition que les nouvelles rencontres – tant personnelles que professionnelles – puissent déboucher sur des bifurcations salutaires et sur une implication reconnue, validée dans la société d'accueil. À l'ère où l'Europe est considérée par une partie de ses habitants comme un continent ne permettant plus l'épanouissement personnel et professionnel attendu, l'Afrique (re)deviendrait un espace de substitution pour des Européens en quête de sens, de reconnaissance et de ressources et qui n'hésitent pas, à l'occasion, à réactiver des imaginaires stéréotypés.

BIBLIOGRAPHIE

Åkesson L., 2016. Moving beyond the Colonial. New Portuguese Migrants in Angola. *Cahiers d'études africaines*, n° 221-222, p. 267-285.

Andrieu S, 2012. Artistes en mouvement. Styles de vie de chorégraphes burkinabè. *Cahiers d'ethnomusicologie*, n° 25, p. 55-74.

- Armbruster H., 2010. Realising the Self and Developing the African : German Immigrants in Namibia. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 36, n° 8, p. 1229-1246.
- Atlani-Duault L., Dozon J.-P., 2011. Colonisation, développement, aide humanitaire. Pour une anthropologie de l'aide internationale. *Ethnologie française*, vol. 41, p. 393-403.
- Ballatore M., 2017. La mobilité étudiante en Europe. Une lente institutionnalisation sans réelle démocratisation. *Hommes & Migrations*, n° 1317-1318, p. 79-86.
- Balizet G., 2021. 'Repats' au Sénégal, (s') investir dans la culture pour réussir son retour au pays. *Études de la Chaire Diasporas Africaines*, n° 3, p. 1-34. Sciences Po Bordeaux et Université Bordeaux Montaigne.
- Béhar D., 2006. Les voies internationales de la reproduction sociale. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 22, n° 3, p. 39-78.
- Benson M., O'Reilly K., 2009. *Lifestyle migration: expectations, aspirations and experiences*. Farnham, Ashgate Publishing, Ltd, 182 p.
- Berriane M., Janati M.I., 2016. Les résidents européens dans la médina de Fès : une nouvelle forme de migration nord-sud. *Autrepart*, n° 77, p. 87-105.
- Bredeloup S., 2014. *Migrations d'aventures : terrains africains*. Paris, CTHS.
- Bredeloup S. (coord.), 2016. De L'Europe vers les Suds : nouvelles itinérances ou migrations à rebours ? *Autrepart*, n° 77, 188 p.
- Cerdin J.-L., 1999. *La mobilité internationale. Réussir l'expatriation*. Paris, Éd Organisation.
- Chopin A., Lozivit M., 2020. Les fablabs en Afrique: l'innovation numérique au service d'une ville durable ? *Métropolitiques* [En ligne]. URL: <https://metropolitiques.eu/Les-fablabs-en-Afrique-l-innovation-numerique-au-service-d-une-ville-durable.html>
- CLONG-Volontariat, 2008. *Vers une solidarité engagée : les nouveaux enjeux du volontariat de solidarité international* [En ligne], 53 p. URL: http://www.cotravaux.org/IMG/pdf/VSI_long.pdf
- Coquery-Vidrovitch C. 1992. *L'Afrique occidentale au temps des Français, colonisateurs et colonisés (1860-1960)*. Paris, La Découverte.
- Cruise O'Brien R., 1972. *White Society in Back Africa. The French of Senegal*. Londres, Faber & Faber.
- Dehoorne O., 2002. Tourisme, travail, migration : interrelations et logiques mobilitaires. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 18, n° 1, p. 7-36.
- De Negroni F., 1977. *Les colonies de vacances*. Paris, Éd Hallier.
- Després A., Amico M., 2016. Migrer à contre-courant. L'exemple des résidents culturels européens en Afrique de l'Ouest. *Cahiers d'études africaines*, n° 221-222, p. 367-388.
- Dos Santos I., 2016. L'Angola, un Eldorado pour la jeunesse portugaise ? Mondes imaginés et expériences de la mobilité dans l'espace lusophone. *Cahiers d'études africaines*, n° 221-222, p. 29-52.
- Enée G., 2007. *La dynamique des ONG au Burkina Faso. Une efficacité en question ?* Thèse soutenue à l'Université de Caen, 653 p.
- Fabbiano G., 2016. "Expats", "installés" et "pionniers" : mobilités contemporaines, mondes sociaux et dynamiques postcoloniales des Français en Algérie. *Autrepart*, n° 77, p. 17-33.
- Fechter A.-M., Walsh K., 2010. Examining "Expatriate" Continuities : Postcolonial Approaches to Mobile Professionals. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 36, n° 8, p. 1197-1210.

- Friedman J., Randeria S., 2004. *Worlds on the move: Globalization, migration and cultural security*. Londres, Tauris.
- Goerg O., Raison F. (dir.), 2012. *Les coopérants français en Afrique. Portraits de groupe (années 1950-1990)*. Cahiers Afrique n° 28.
- Grossetti M., 1986. Enseignants en coopération. Aperçus sur un type particulier de trajectoires sociales. *Revue française de sociologie*, vol. 27, n° 1, p. 133-148.
- Guth S., 1984. *Exil sous contrat. Les communautés de coopérants en Afrique francophone*. Paris, Silex Éditions.
- Haudeville B., Le Bas, C. 2016. L'innovation frugale, paradigme technologique naissant ou nouveau modèle d'innovation ? *Innovations*, vol. 51, n° 3, p. 925.
- Ihaddadene F., 2018. Politiques d'engagement ou d'employabilité ? Concurrences au sein des programmes de volontariat à Madagascar. *Critique internationale*, n° 81, p. 63-82.
- Le Naëlou A., 2004. Pour comprendre la professionnalisation dans les ONG : quelques apports d'une sociologie des professions. *Revue Tiers Monde*, n° 180, p. 773-798.
- Leroux C., 2015. Observer les dynamiques d'engagements volontaires à l'international : défis et enjeux. *Cahiers de l'action*, INJEP, n° 46, p. 17-23.
- Le Breton D., 1996. *L'Aventure. La passion des détours*. Paris, Autrement.
- Louveau F., 2016. Migrants européens dans la ville de Saint-Louis du Sénégal : des stratégies hétérogènes pour négocier sa place dans la cité. *Autrepart*, n° 77, p. 107-123.
- Meimon J., 2014. Faire carrière en coopération. Les logiques contrariées de la professionnalisation des « développeurs ». *Outre-mers*, n° 384-385, p. 65-79.
- Metaxides N.A., 2010. Les Grecs au Cameroun, une diaspora d'entrepreneurs (1950-2007). *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 26, n° 2, p. 169-189.
- Péraldi M., Terrazoni L., 2016a. Nouvelles migrations ? Les Français dans les circulations migratoires européennes vers le Maroc. *Autrepart*, n° 77, p. 69-86.
- Péraldi M., Terrazoni L., 2016b. Anthropologie des Européens en Afrique, *Cahiers d'études africaines*, n° 221-222 p. 9-27.
- Piveteau A., 2004. *Évaluer les ONG*. Paris, Karthala, 384 p.
- Planel, A.-M., 2015. *Du comptoir à la colonie. Histoire de la communauté française en Tunisie, 1814-1883*. Paris, Riveneuve.
- Quashie H., 2016a. Débuter sa carrière professionnelle en Afrique. L'idéal d'insertion sociale des volontaires français à Dakar et Antananarivo (Sénégal, Madagascar). *Cahiers d'études africaines*, n° 221-222, p. 53-79.
- Quashie H., 2016b. Les migrant européens du littoral sénégalais (Petite Côte, Saloum) : ouverture de l'économie touristique et entre soi identitaire. *Autrepart*, n° 77, p. 125-141.
- Rubbers B., 2009. *Faire fortune en Afrique. Anthropologie des derniers colons du Katanga*. Paris, Karthala, Les Afriques, 289 p.
- Saint-Martin (De) M., 1993. *L'espace de la noblesse*. Paris, Métailié.
- Sempere Souvannavong J.-D., Cabezon Fernandez M.-J., 2016. Les mobilités des travailleurs espagnols dans l'ouest de l'Algérie. *Autrepart*, n° 77, p. 35-50.

Siméant J., 2001. Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire. *Les langages du politique*, n° 65, p. 28-50.

Tirefort A., 1989. *Européens et assimilés en Basse-Côte-d'Ivoire, 1893-1960 : mythes et réalités d'une société coloniale*. Thèse de doctorat d'État. Bordeaux, Univ. de Bordeaux III.

Verquin B., 2001. Les Français à l'étranger. D'un « modèle migratoire colonial » à la circulation des élites. *Hommes & Migrations*, n° 1233, p. 28-43.

Wagner A.-C., 1998. *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*. Paris, Presses Universitaires de France, 236 p.

William A., Hall C., 2000. Tourism and migration. New relationships between production and consumption. *Tourism Geographies* [En ligne], n° 2, p. 5-27. DOI: <https://doi.org/10.1080/146166800363420>

NOTES

1. Déjà élevé avant même l'arrivée de la pandémie de Covid-19, car touchant 16,9 % de la population active en 2018, le taux de chômage des moins de 25 ans dans l'Union européenne a encore notablement progressé avec une distribution inégale selon les pays. En juin 2020, selon les données d'Eurostat, respectivement 41 % de jeunes Espagnols, 28 % de jeunes Italiens et 21 % de jeunes Français étaient au chômage, pour moins de 6 % de jeunes Allemands.

2. Ils ne présentent pas les caractéristiques des migrants économiques : selon le classement mondial *Henley* des passeports de 2020, une personne disposant d'un passeport français ou espagnol peut voyager dans 186 destinations (sur 227), sans avoir besoin d'un visa. Les Français partant au Sénégal n'ont pas (plus) besoin de visa, alors qu'il est obligatoire, mais facile à obtenir, pour ceux qui se rendent au Burkina Faso.

3. Voir notamment le festival *Africa basculture*, premier festival de musique électronique en Afrique de l'Ouest.

4. Le corpus comprend deux-tiers de femmes pour un tiers d'hommes – ce qui ne préjuge pas de la distribution sexuelle des jeunes Européens installés à Dakar et à Ouagadougou. Si on peut observer notamment une féminisation des profils chez les Volontaires de la Solidarité Internationale (VSI) (de 49,3 % à 55,2 % de femmes entre 1996 et 2005, CLONG, 2008), au sein des Volontaires Internationaux (VIE), à l'inverse près des deux-tiers des contrats sont attribués à des jeunes hommes (www.businessfrance.com).

5. Deux Belges, deux Italiennes, deux Espagnols, une Allemande, une franco-allemande et une franco-sénégalaise.

6. Les prénoms ont été modifiés pour préserver l'anonymat.

7. URL: https://www.businessfrance.fr/Media/PRODUCTION/Presse/Documents/DP_VIE_20ans.pdf

8. Fablab est la contraction de « fabrication laboratory ». Influencés par les fondamentaux de l'éducation populaire reposant sur le « Do it Yourself », ces ateliers de fabrication numérique sont devenus des lieux d'échanges où sont mis en commun des connaissances, des savoir-faire et des outils en vue de créer des machines *low-tech* (basses technologies).

RÉSUMÉS

Les jeunes Européens qualifiés n'hésitent pas à envisager des scénarios d'avenir, dans lesquels les capitales d'Afrique subsaharienne tiendraient un rôle déterminant au sein de leur parcours professionnel et personnel. À partir de récits de vie réalisés à Dakar et Ouagadougou, il s'agira de documenter à la fois les imaginaires de référence, les stratégies d'insertion professionnelle et les projets de vie de jeunes Européens, les uns ayant été recrutés, comme stagiaires ou volontaires dans des structures internationales, les autres ayant négocié leur place et créé leur propre activité.

Young educated Europeans increasingly consider career scenarios in which capital cities in sub-Saharan Africa play a decisive role in their professional and personal trajectories. Based on life stories collected in Dakar and Ouagadougou, this paper examines the imaginaries, professional strategies and life projects of these young European migrants who have been recruited as interns or volunteers in international organizations or had created their own activities.

INDEX

Thèmes : Sur le Champ

Mots-clés : mobilité Nord-Sud, migration d'aventure, expatriation, migration privilégiée, Afrique de l'Ouest

Keywords : North-South mobility, migration of adventure, expatriation, privileged migration, West Africa

AUTEUR

SYLVIE BREDELOUP

Sylvie Bredeloup, Sylvie.Bredeloup@ird.fr, est directrice de recherche à l'IRD, membre du LPED – IRD/AMU) et de l'Institut Convergences Migrations. Elle a récemment publié :

- Bredeloup S., 2021. Migrations intra-africaines : changer de focale. *Politique africaine*, n° 161-162, p. 427-448.

- Bredeloup S., 2020. Sénégalais au Gabon : travailler sous contrat, résister à l'insécurité et réinvestir discrètement. *Revue Européenne des Migrations Internationales* [En ligne], vol. 36, n° 4, p. 143-165. URL: <http://journals.openedition.org/remi/17408> - DOI: <https://doi.org/10.4000/remi.17408>

- Bredeloup S., 2021. Sahelian migrations within Africa. In A Villalon A. (dir.), *The Oxford handbook of the African-Sahel*. Oxford, Oxford University Press.